

CHAPITRE PARU dans :
Jacques Lesourne et Michel Godet,
La fin des habitudes, Paris,
Seghers, 1985

10.

LE MONDE ARABE, TERRE DE FEUX¹

« Une tribu qui a vécu dans l'avilissement et dans la servitude est incapable de fonder un empire. Une tribu qui se livre aux jouissances de luxe se crée des obstacles qui l'empêchent d'arriver à l'empire. »

IBN KHALDOUN
Prolégomènes
(XIV^e siècle)

Le 14 mars 1983, moins de dix ans après le premier choc pétrolier, l'OPEP se réunissait à Genève pour décider, pour la première fois de son histoire, une *réduction* du prix de l'Arabique léger (de 34 à 29 dollars le baril). Le troisième choc pétrolier est un choc inversé où l'économie reprend les droits qu'elle avait perdus au profit de la politique tant en 1973 (la guerre d'octobre) qu'en 1979 (la révolution iranienne). Le monde industrialisé, en dépit de quelques soucis diffus quant à la solidité de ce retournement, semble pouvoir respirer : « La ceinture de feu islamique » — pour reprendre l'expression d'A. Bressand — paraît se desserrer, sinon s'éteindre tout à fait. Les prix fléchissent et le marché ignore souverainement la guerre sanglante du Chatt al-Arab qui oppose pourtant deux producteurs et non des moindres. Pour les financiers, la gestion des dettes de l'Amérique Latine devient un souci plus pressant que le recyclage des pétrodollars amoindris de l'Arabie. Les accords de Camp David rendent difficile l'éruption d'une nouvelle guerre régionale au Proche-Orient. Yasser Arafat est expulsé de Beyrouth par les chars d'Israël et de Tripoli par ceux de Hafez el-Assad. Enfin, se

1. Ce chapitre a été rédigé par Ghassan Salamé.

multiplient outre-Atlantique les signes annonciateurs d'une reprise économique salvatrice.

Un soulagement que sont loin de partager l'Est et le Sud de la Méditerranée. Pour eux, le Nouvel Ordre économique mondial devient un rêve fané. De la tribune des Nations unies, en avril 1974, Houari Boumediene, mort en 1981, s'en était fait le héraut : « Le problème du développement devient aujourd'hui la priorité des priorités... Il faut un réaménagement profond des relations économiques entre pays riches et pays pauvres... L'ordre économique mondial est un ordre aussi injuste et aussi périmé que l'ordre colonial duquel il tire son origine et sa substance. »

Dix ans plus tard, ce programme a les rides d'une idéologie conçue dans une époque révolue. Dans le pays même de Boumediene, son influence n'a pas cessé d'être battue en brèche ; au début de 1984, elle était entièrement effacée par son successeur. Les pays industrialisés ont pu ignorer ces avertissements sans avoir à affronter, de nouveau, les troupes islamiques à Poitiers ou aux portes de Vienne. Qui plus est, cette idéologie — qui combat l'Occident industrialisé tout en cherchant à lui ressembler — paraît aussi surannée au patriarche barbu de Qom et à ses disciples à travers le monde. La décennie 1973-1983 ne s'est pas close sur des technocrates aussi occidentalisés qu'anti-impérialistes, mais sur des kamikazes chiites aux commandes de camions piégés dans les rues de Beyrouth, du Koweït ou d'ailleurs. L'Algérie oublie Boumediene, l'Occident ignore son message, les khomeynistes méprisent son idéologie. Le Nouvel Ordre Economique mondial qui n'est plus matière à négociation se réduit à peine à un argument pour un film de Resnais.

Dans le sillage de cette décennie mouvementée, l'avenir qui se profile à l'horizon est difficile à cerner. Sans aucun doute, au vu de la vague de contestation présente, sera-t-il encore très fortement marqué par le débat idéologique, nourri notamment — mais non exclusivement — par la fronde fondamentaliste. Le nouvel ordre social que les revenus pétroliers ont hâtivement institué dans la région ne s'étendra guère aux pays à grande concentration démographique (Egypte, Maroc) alors qu'il est encore particulièrement vulnérable dans les autres du fait des très grandes inégalités qu'il engendre et de sa dépendance à l'égard d'un flux substantiel et continu de recettes extérieures. Les investissements dans l'industrie lourde seront sérieusement gênés par la saturation du marché international pour plusieurs produits. Il est par ailleurs hasardeux de leur attribuer un effet de locomotive sur l'ensemble des secteurs productifs par suite de leur enclavement technologique tant en ce qui concerne leur localisation que leur dépendance sur le know-how importé. Des

revenus de plus en plus larges devront être consacrés au règlement d'une facture alimentaire de plus en plus lourde, tandis que croîtront les dépenses relatives à l'éducation et à de nouveaux services. Enfin, le cadre trop étriqué des Etats actuels devrait rester un des obstacles majeurs au développement. Un obstacle qui sera difficilement surmontable si le politique, comme il est prévisible, continue, pour un temps encore au moins, de faire irruption dans le domaine économique qu'il baillonne au-delà de toute rationalité.

LES PARADIS PERDUS DE L'INDUSTRIALISATION

Durant la décennie écoulée, l'*Angst* occidentale était, d'une façon peut-être exclusive, économique : comment recycler les pétrodollars ? Que faire face à la surproduction prévisible des produits pétrochimiques ? Comment faire baisser les prix du brut ? Posé en ces termes, le problème pouvait aisément trouver des solutions. Aujourd'hui, le problème fondamental n'est pas tant le prix du pétrole que le fait de devoir payer en dollars reaganians. Ce ne sont pas les réserves saoudiennes, en baisse permanente, qui inquiètent, mais les dettes du Mexique, du Brésil ou du Venezuela. A l'inverse, pour le monde islamique, la source réelle et immédiate des conflits n'est pas tant dans l'économie que dans l'idéologie et la politique.

Commençons par la preuve négative : pendant la période où les pétrodollars coulaient à flots, les Corée, les Taiwan et autres Singapour ne se sont pas multipliés entre le Golfe et l'Atlantique. Seuls les journalistes en mal de copie osent encore évoquer le Japon en parlant de l'Algérie ou de l'Arabie Saoudite. Quant à ceux qui, encouragés souvent par quelque cadeau de l'Empereur, plaçaient l'Iran au cinquième rang des puissances de l'an 2000, ils doivent à présent se mordre leèvre et plume. L'industrie extractive était assez généreuse pour permettre d'envisager une industrialisation véritable mais l'occasion, peut-être unique, a sans doute été manquée. Les derricks qui avaient si rapidement remplacé les palmiers n'ont guère cédé la place aux hauts fourneaux dans l'imagerie économique-mythique du monde musulman.

Les produits industriels d'Occident vont continuer à être demandés, car les dogmes ne suffisent pas pour remplacer une dépendance technologique aussi grave. Prenons l'exemple de l'Irak. Ses atouts sont incontestables : une production enviable de pétrole (3,5 mb/j en 1979), un régime politique relativement stable (le Baath est au pouvoir depuis 1968), une population relativement instruite et mobilisée, un dogme qui s'exprime en

termes pompeux (« une base industrielle, large et diversifiée est au cœur de la stratégie de développement politique, social et économique. Elle servira de support à l'indépendance nationale, accélérera la transformation socialiste, etc. », *la Charte d'action nationale*. Novembre 1971), une volonté politique clairement manifestée (l'industrialisation a droit à 28 % des investissements du Plan 1970-1975, à 32 % du Plan 1975-1980, à près de 40 % du Plan 1980-1985), des moyens qui ne manquent pas (au cours de la seule année 1981 — qui est aussi la première année de la guerre — l'Irak va investir 5 milliards de dollars pour son développement industriel)... Et pourtant! les provocations iraniennes, l'instabilité politique interne, des ambitions régionales démesurées vont conduire à la guerre, à un arrêt brutal du processus et à des dizaines de milliards de dollars de pertes. L'irruption du politique a été dévastatrice. De toutes les manières, le pétrole semblait rappeler à lui les revenus dont il était la source : la moitié des investissements industriels étaient allés à l'industrie extractive (oléoducs, pétrochimie, raffinage, traitement du gaz associé). En Arabie Saoudite, ce circuit fermé pétro-financier est encore plus net : alors que des dizaines de milliards sont encore investis dans les complexes géants d'al-Joubayl et Yanbou', le Saudi Industrial Fund a presque cessé d'accorder des prêts ; la plupart des usines à produits rentables (construction, mobilier, alimentaire, plastique) ont été construites. Une génération plus moderne d'usines ne semble pas attirer l'investisseur saoudien, à l'heure de la baisse des revenus pétroliers et des coupes budgétaires.

Même si, pour certains produits, la compétition avec l'industrie occidentale était inévitable (produits raffinés, aluminium, méthanol...), les pays développés n'avaient guère à craindre l'industrialisation arabe : avec 3,5 % de la population mondiale, les vingt-deux pays arabes ont, ensemble, un PNB inférieur à celui de la seule Italie. Ils représentent à peine 0,4 % de la production industrielle mondiale, soit l'équivalent de 31 dollars par personne (1980) contre 86 pour l'Amérique Latine. Les produits de l'industrie de transformation ne forment que 7,7 % des exportations alors qu'ils constituent 47,6 % des importations (1982). Trois seulement de ces vingt-deux pays disposent d'une industrie textile digne de ce nom. Moins de 10 % de la population active est employée dans l'industrie. Là où le pétrole coule à flots, il est technologiquement enclavé et tend à aggraver l'extraversion plutôt que l'intégration. Ni « l'industrie industrialisante » de Destanne de Bernis ni « le développement autocentré et populaire » de Samir Amin n'ont réussi à offrir des alternatives viables. Un observateur de la scène syrienne a pu conclure qu'« il n'était pas besoin d'être grand clerc en anthropologie

économique pour saisir qu'en Syrie une usine du secteur public ne fonctionne pas de la même manière qu'en France, que sa justification première n'est pas tant de dégager un profit que de susciter une dépense, laquelle s'inscrivant comme un enjeu dans des stratégies politiques au sens le plus large du terme est en réalité une source de pouvoir¹ ». Les impressions que cet auteur retire de son voyage à travers l'industrie syrienne sont largement généralisables : prix de revient prohibitifs, sous-emploi des capacités de production par suite de maintenance défaillante ou de pénurie de main-d'œuvre spécialisée, gonflement du secteur administratif non productif, implantations de nouvelles unités de production sans schéma d'ensemble et suivant des considérations de politique, de clientèle ou de prestige.

Peut-être autant — voire plus — que l'agriculture, l'industrie a été la victime d'une surdétermination par le politique. C'est pourquoi, contre toute rationalité économique, ces pays envisagent leur développement dans le cadre étroit des Etats. Le pétrole a, par ailleurs, aggravé l'autoritarisme des régimes en les dotant de nouveaux moyens de dépenser — et d'opprimer. Aucune volonté sociale, autre que celle de l'Etat — mais l'Etat est à son tour une machine bureaucratique aux mains d'un groupe réduit souvent soudé par les liens de parenté familiale ou communautaire — n'envisage l'industrie comme une pratique nationale. Dans certains pays, le socialisme bureaucratique, dans d'autres le flux mal maîtrisé de pétrodollars vers un « Etat » propriétaire auto-désigné du sous-sol, ont conduit à une symbolique économique où l'industrie devait sa place, comme palme supplémentaire au blason flétri d'un pouvoir autoritaire. La production, elle, est un produit secondaire, presque involontaire de cet « effort ». A moins que le choc inverse du pétrole, renforcé par les règles contraignantes du marché international, ne vienne transformer ces signes du pouvoir en mauvais souvenir. Vers 1840, un voyageur britannique décrivait en ces termes les traces d'un effort autrement déterminé, celui de Muhammad Ali, Khédivé d'Egypte : « L'une après l'autre, les usines sont abandonnées. Quelques années plus tard, tout ce qui reste de l'énorme structure industrielle, dont l'établissement a coûté plusieurs millions, se résume à des quantités de machines rouillées dans de vieux bâtiments désertés, éparpillés çà et là à travers le pays. La tentative de faire de l'Egypte un pays industriel a échoué². »

Où faut-il chercher la cause première de cet échec ? D'aucuns

1. Voir en fin de volume bibliographie, chapitre 10, référence (6).

2. Cf. référence (6).

remarqueront que le « boom pétrolier » a fait se déplacer la main-d'œuvre peu chère de pays relativement avancés (comme l'Égypte) vers des pays où l'établissement d'une infrastructure de base était encore prioritaire (telle l'Arabie Saoudite). Ce déplacement a transformé l'ouvrier du complexe industriel de Hérouane (au sud du Caire) en un manoeuvre bien mieux payé, quoique sous-employé, sur un chantier désertique du Hijaz. Ce mouvement dénote aussi l'hésitation (en fait le refus) à engager le processus inverse, apparemment bien plus rentable : des investissements saoudiens dans le développement de l'industrie égyptienne. A cela, d'autres ajouteront un facteur régional évident : une compétition irrationnelle (chaque émir enrichi rêvant de sa cale sèche et de son usine d'aluminium) plutôt qu'un minimum de coopération. Sans parler d'un facteur politique déjà mentionné : l'industrialisation perçue comme une dépense de prestige, utile à la légitimation politique du régime en place. On pourrait ajouter un facteur psycho-moral : tel l'or d'Espagne qui n'a pas transformé ce pays en un pionnier de la révolution industrielle, l'or noir d'Arabie n'a rien fait pour valoriser le travail, pour pousser aux découvertes, pour sanctifier l'effort. Il a apporté à une société qui avait historiquement enclavé ses artisans et sous-estimé toute forme d'industrie, tous les méfaits d'une rente monétaire facile. Un proverbe arabe dit que « le besoin crée le moyen ». Les pétrodollars ont, au contraire, obscurci tout sentiment de besoin. Les « industrialisants » ont partagé pendant ce temps l'échec de tous les modernistes, car la rente pétrolière a également valorisé le conservatisme idéologique et l'appât du gain facile.

LE SPECTRE DU DÉFICIT ALIMENTAIRE

Les pétrodollars auront eu un effet pour le moins ambigu sur l'agriculture. En 1970, le monde arabe avait encore une balance alimentaire presque équilibrée. En treize ans, ses importations ont été multipliées par douze, alors que ses exportations alimentaires doubleraient à peine, d'où un déficit de la balance alimentaire dépassant 20 milliards de dollars en 1982. Pendant cette période, la moyenne de la croissance annuelle de la production agricole s'est établie autour de 2 % alors que la demande croissait de 5,5 %. D'où une augmentation du coût des produits importés de 20 % par an en moyenne, due à la croissance de la demande et à la hausse des prix. Certes, les exportations ont augmenté de 6 % par an en moyenne jusqu'en 1977, mais, selon des estimations, ce taux a été ramené à 2 % depuis 1980. En fait, tous les pays arabes — le Soudan excepté — ont maintenant une

balance alimentaire déficitaire, y compris des pays qui, jusqu'en 1970, avaient réussi à maintenir un équilibre ou même à être des exportateurs nets (tels le Maroc, l'Égypte ou la Syrie). Financièrement, l'évolution est encore plus claire : les exportations couvraient 90 % du coût des importations en 1969, mais seulement 14 % en 1982 (3,4 milliards contre 24 milliards de dollars). En réalité, les exportations ont diminué en volume ; c'est la hausse des prix qui explique qu'elles aient encore rapporté, en 1982, 3,4 milliards de dollars, au lieu de 1,7 milliard en 1970.

Si « ceinture de feu ¹ » il y a, elle serre, à ce niveau, les Arabes eux-mêmes. Le niveau d'autosuffisance alimentaire — qui se situe en terme de coût à 55 % — est le plus bas des différentes régions du monde. Dans les six pays du Conseil de Coopération du Golfe, les produits alimentaires importés représentent 78 % de la consommation. En 1981, les importations *par tête* de produits alimentaires étaient de 107 dollars dans le monde arabe ², contre 16 pour l'ensemble de l'Asie, 10 pour l'Afrique. Les pays pétroliers pourront encore continuer à importer leur nourriture pendant de longues années, mais dans d'autres cas, la facture est bien lourde. Pour l'Égypte par exemple, elle atteint 4 milliards de dollars (1983), l'équivalent des revenus produits par toutes les exportations du pays ! Le monde arabe importe à présent plus de la moitié de ses besoins en céréales (dont 2/3 de sa consommation de blé), les trois quarts de ses besoins en sucre, le tiers de sa consommation de viande et la moitié de ses besoins en produits laitiers. Le seul produit qui engendre encore un excédent — d'ailleurs en régression — est le coton.

Rien n'indique un renversement de tendance dans l'avenir immédiat, en dépit des belles serres à l'air conditionné du Qatar ou des ambitions démesurées du Soudan, trop rapidement surnommé « grenier du monde arabe ». Il y a d'abord des obstacles évidents, les vastes espaces désertiques, la rareté des moussons en dehors de l'Arabie du Sud, l'énorme retard historique. Mais l'environnement socio-politique n'est pas très favorable, certains régimes socialistes partageant le mépris stalinien du Koulak, sans parler d'une culture politique ancestrale sublimant le bédouinisme.

Mais l'agriculture est aussi le domaine où l'expérimentation de longue haleine est nécessaire, où la technologie clé en main est inutile. D'où la nécessité de capacités scientifiques et organisationnelles souvent absentes, sans parler de toute une infrastructure de base (transports, barrages, canalisations), rudimentaire

1. La population active.

2. 550 dollars pour les pays du Conseil de Coopération du Golfe.

dans certains pays (au Soudan, le problème du transport de la viande vers Port-Soudan n'est pas encore résolu), en cours d'installation dans d'autres (comme en Arabie Saoudite). Mais dans ce dernier pays, les paysans affluent encore plus rapidement vers la ville, tandis qu'au Oman, ils préfèrent s'expatrier comme manœuvres dans l'opulent Abou Dhabi voisin.

Cependant, le cadre étriqué des Etats joue là aussi un rôle négatif décisif. Un seul exemple : moins du quart de la production agricole arabe est réalisé dans les neuf pays arabes membres de l'OPEP, où sont par contre concentrés les trois quarts du PIB arabe. Les six pays du Conseil de Coopération du Golfe (et la Libye) réalisent 6 % de la production agricole mais disposent de 57 % du PIB de tout le monde arabe. La disproportion est aggravée par le fait que les pays producteurs de pétrole (Algérie et Irak exceptés) ont une part très limitée des terres arables et de la main-d'œuvre agricole.

Dépenser, dans ces conditions, des milliards de dollars pour le développement agricole du Qatar ou des Emirats arabes unis n'est pas moins absurde parce que réel. Ainsi, une étude comparée des derniers plans de développement montre que le budget de développement agricole par personne employée dans l'agriculture est de 135 dollars dans les seize pays arabes non pétroliers en moyenne et de 3 300 dollars dans les pays pétroliers — soit près de 25 fois moins, alors que ces pays offrent une rentabilité autrement prometteuse. Les extrêmes sont, en cette matière, occupés par deux voisins : le chiffre le plus haut est celui de la Libye (17 000 dollars), le plus bas celui du Soudan (70 dollars).

L'EXPLOSION DE LA DÉMOGRAPHIE

Les pays arabes se sont récemment aperçus d'une vulnérabilité parallèle à leur pouvoir pétrolier, celle qui résulte de leur extrême dépendance alimentaire. Ces pays peuvent être sérieusement touchés par la hausse des prix de certains produits de base lorsque les gouvernements sont tentés d'abroger les subventions sous la pression du Fonds Monétaire International. Du Maroc au Soudan, de la Tunisie à l'Egypte, des émeutes sanglantes ont presque systématiquement suivi l'adoption de telles mesures.

La hausse des prix est potentielle, la démographie explosive est réelle. La croissance démographique va bien au-delà du « troisième enfant » introuvable en Europe ou de l'enfant unique cher aux Chinois. Elle est de 2,2 % par an au Yémen-Nord et en Egypte mais d'environ 3 % dans les pays comme le Maroc, le Soudan et la Syrie. L'espérance de vie à la naissance évolue assez

rapidement : entre 1960 et 1980, elle est passée, par exemple, de 47 à 61 ans en Jordanie, de 50 à 65 ans en Syrie, de 48 à 60 ans en Tunisie. Parallèlement, le nombre des médecins n'a pas cessé de croître pendant la même période : d'un médecin pour 5 800 personnes à un pour 1 800 en Jordanie, de un pour 4 630 à un pour 2 400 en Syrie, de un pour 10 030 à un pour 3 800 en Tunisie. Au Liban, il y a aujourd'hui un médecin pour moins de 1 000 habitants. S'y ajoute, dans de nombreux pays, la gratuité des soins médicaux.

La combinaison (explosion démographique, vulnérabilité alimentaire, dépeuplement des campagnes) est devenu le véritable cauchemar des régimes en place. Dès que les difficultés financières d'un pays s'alourdissent assez pour le pousser à retirer le soutien gouvernemental aux prix des produits de base, une flambée soudaine de violence rappelle les dirigeants à plus de prudence. En janvier 1983, Khartoum s'est rebellée contre la hausse des prix du gaz ménager ; un an plus tard, les villes tunisiennes se sont rebellées contre celle du prix du pain. Mais les réactions les plus violentes ont été enregistrées dans les nouvelles métropoles du monde arabe qu'entourent les bidonvilles surpeuplés. Les révoltes des villes du Nord marocain en janvier 1984 évoquent les sanglantes émeutes de Casablanca en juin 1981. Casablanca et ses 4 millions d'habitants, dont les trois quarts ont largement atteint la barre de la misère ! Voici, par exemple, Hay al-Farah, un de ces nouveaux quartiers de la misère paysanne urbanisée : « C'est un univers hostile. Les gens ne se connaissent pas ou trop peu. Ces ex-ruraux, qui viennent à peine de quitter la chaleur de leur communauté villageoise, doivent soudain apprendre à vivre seuls, à ne compter sur personne, à se passer des liens solidaires de la grande famille. Et la famille, dans un pays où l'Etat-providence demeure un objectif futuriste, constitue une structure sécurisante absolument indispensable. Malheur au malade, au chômeur, à la veuve, au vieillard, à l'orphelin qui ne pourrait compter sur le soutien de sa famille. Il ne lui resterait que la voie de la mendicité et de la déchéance¹. »

Quelques années avant les émeutes de Casablanca, la population du Caire s'était déjà rebellée contre une hausse des prix du pain et du gaz ménager. Le bilan avait été presque aussi lourd que celui de Casablanca : des dizaines de morts et de très lourdes pertes matérielles du fait du saccage des magasins et des postes

1. Cf. référence (5). Le taux d'urbanisation au Maroc est passé de 34 à 45 % entre 1971 et 1981. Pendant cette même période les villes de 100 000 habitants et plus sont passées de 10 à 14, celles entre 50 000 et 100 000 de 6 à 11. Voir à ce sujet l'excellent numéro spécial de *Maghreb-Machrek* n° 96 avril-juin 1982 sur « L'explosion urbaine au Maghreb ».

gouvernementaux par une population en colère. Au Maroc, en Tunisie, au Soudan et auparavant dans l'Égypte de Sadate, les gouvernements ont dû revenir sur ces mesures « d'assainissement financier¹ ». Ils y ont perdu un peu de leur autorité et ont dû trouver de nouveaux palliatifs. Mais, dans l'attente du nouveau faux pas de quelque technocrate insensible aux bruits de la ville, la réalité quotidienne reste extrêmement pesante.

« Le Caire n'est pas Calcutta, c'est un New York prolétarisé aux rues en perpétuelle transformation et aux toits jamais achevés. » Dans cette métropole de dix à douze millions d'habitants, 127 000 maisons menacent ruine, 300 000 surhabitées devraient être mises hors d'usage. Le réseau d'égouts sur la rive droite du Nil date de 1909-1914 et il était déjà saturé en 1930. Il peut exploser d'un moment à l'autre et, en attendant, la stagnation des eaux usées menace encore plus les habitations. La destruction des villes égyptiennes le long du canal de Suez, l'industrialisation limitée des environs de la capitale, de même que la croissance naturelle de la population vont conduire à des densités inouïes, peut-être les plus fortes du globe : 25 000 habitants au km² en moyenne, 100 000 pour des quartiers tels que Shubra. Encore plus grave pour un pays où 4 % seulement des terres sont arables. Le Caire s'est étendu aux dépens des surfaces cultivables et la campagne avoisinante de la capitale a été dévorée par une urbanisation chaotique où l'intervention de l'État est au mieux symbolique : « Les urbanistes officiels ont reconnu que, pour être à l'aise, les Cairotes devraient disposer de quatre fois plus d'espace qu'ils n'en ont à l'heure actuelle et d'au moins 600 000 habitations supplémentaires². »

LES CLIVAGES DE LA CULTURE

Riyâd aux larges ceintures périphériques rognant le désert est bien différente du Caire que Nerval avait déjà associé à la mort et Tunis n'a guère les bidonvilles de Casablanca. Pourtant, aussi chaotique qu'elle soit, cette urbanisation a au moins pour effet de favoriser l'instruction. Les enfants de la ville, et même lorsqu'ils habitent les quartiers les plus pauvres, ont plus de chance d'être scolarisés que leurs cousins de la campagne.

Les efforts gouvernementaux en matière d'éducation sont

1. M. Moubarak n'a pas fait exception à cette pratique : renchérissement du pain et des cigarettes — émeutes violentes à Kafi ad-Douar ; retour aux prix antérieurs (octobre 1984).

2. Voir la référence (1).

gigantesques. Le monde arabe consacre la même part de son PNB (6 %) à ce secteur que les pays de l'OCDE. La part de l'enseignement supérieur dans ce budget ne cesse de croître : 7,4 % en 1970, 13,3 % en 1980. Le nombre d'universités a quadruplé en vingt ans, passant de 12 à 49 au cours du dernier quart de siècle. Leur capacité d'accueil s'est accrue de 3,3 % à 6,9 % de la tranche d'âge de 18 à 23 ans. Le nombre des Arabes qui obtiennent un diplôme universitaire connaît peut-être l'augmentation la plus forte du monde : 390 000 en 1970-1975, 583 000 en 1975-1980. A la rentrée 1982-1983, 1,5 million de jeunes Arabes étaient inscrits à l'université.

A la base, l'analphabétisme est progressivement enravé ; certains bonds ont même été prodigieux : la proportion de ceux qui savent lire et écrire est passée, entre 1960 et 1980, de 16 à 64 % en Tunisie, de 32 à 70 % en Jordanie, de 30 à 60 % en Syrie, de 3 à 22 % au Yémen-Nord, de 14 à 29 % au Maroc. La scolarisation au niveau au cycle primaire s'étend rapidement. Un jeune Nord-Yéménite sur deux va à l'école, mais la proportion est plus élevée ailleurs : 70 % au Yémen-Sud, 75 % en Egypte et au Maroc, 96 % en Syrie. Les résultats ont été plus rapides dans l'Asie arabe qu'en Afrique du Nord, notamment au Maroc et au Soudan où les moyens sont plus limités.

Pourtant, au XIX^e siècle déjà, l'Egypte avait envoyé en Europe plus d'étudiants stagiaires que le Japon, sans pour autant réussir sur les bords du Nil la renaissance nipponne. Le niveau de l'enseignement laisse encore à désirer. L'université se réduit souvent à une usine à diplômes ; les sciences exactes et appliquées sont trop souvent délaissées au profit des sciences sociales, victimes, elles, de l'hégémonie idéologique du pouvoir ; la recherche est embryonnaire (au cours de l'année 1978, onze seulement des 324 instituts de recherche répertoriés par l'Unesco dans les pays arabes ont publié plus de 24 études et l'ensemble de ces pays consacre moins de 300 millions de dollars par an à la recherche scientifique).

L'éducation et la recherche sont, elles aussi, sur-déterminées par la politique. Les instituts de Cisjordanie ont été fermés par les autorités d'occupation israéliennes, comme l'ont été souvent les universités de Tunis ou du Maroc après les troubles. Celles de Syrie, d'Irak, d'Egypte, d'Arabie souffrent de la persécution des professeurs contestataires. Plusieurs pays appellent professeurs et étudiants sous les drapeaux pour des périodes indéterminées. Encore heureux que la fermeture *sine die* des universités ne soit pas décrétée, comme dans l'Iran voisin. Plus insidieux et probablement plus nocif pour ces pays, l'exil volontaire des intellectuels et scientifiques s'accélère. Les Libanais fuient par milliers leur pays ravagé par la guerre, les Soudanais vont

chercher dans le Golfe des salaires plus décents, Syriens et Irakiens repoussent systématiquement la date de leur retour au pays. De 1945 à 1976 — et le mouvement s'est accentué depuis — 50 % des médecins d'origine arabe, 23 % des ingénieurs, 15 % des diplômés en sciences exactes, se sont installés d'une manière permanente dans les pays industrialisés. L'Université de Khartoum (Soudan) voit ses professeurs partir en masse vers les universités rachitiques du Golfe. Mais il faudrait aussi se rappeler qu'un médecin soudanais est cinq fois mieux payé comme infirmier à Abou Dhabi que comme interne dans un hôpital gouvernemental de son pays.

La culture traditionnelle arabe n'est certainement pas celle des Arts et Métiers : ceux-ci étant souvent laissés aux minoritaires chrétiens et juifs, pendant qu'en Grande-Bretagne les enfants cadets des aristocrates britanniques s'inscrivaient dans telle guilde de Manchester. Aujourd'hui encore, la recherche est avant tout une opération bureaucratique. De conseil en conseil suprême, d'académie en ministère, l'Egypte a perdu, depuis 1948, une bonne trentaine d'années pleines de convulsions administratives et sans beaucoup de production. Douze ans après la création d'un ministère de la recherche, l'Irak cherche encore une politique. Dans ce contexte, le raccourci de la technologie « achetée » était inévitable et ne fut pas évité. A. B. Zahlan estime à cinq milliards de dollars le coût du logiciel acheté à l'étranger. Par comparaison, l'Inde, qui a une production modeste de pétrole, est autosuffisante en matière de prospection et de développement alors que les 5 000 km² de gazoducs saoudiens pour le Master Gas System ont été intégralement importés. La participation des ingénieurs locaux a été nulle ou tout à fait marginale dans la construction des 69 barrages, 252 aéroports civils, 21 000 km de chemin de fer répertoriés par Zahlan¹.

Il se peut que là aussi, une politique déterminée soit encore à attendre. Des sociétés baillonnées, ici par quelque droit divin taillé sur pièce, là par quelque envoûtante idéologie, sont difficilement entraînées dans la voie d'une révolution scientifique. Prendre de l'Occident ses découvertes et refuser ses idées est un bel objectif, mais qui exige une confiance en soi et une volonté d'acquisition certaine. Les dirigeants du monde arabe en font-ils preuve ? On peut en douter. « Les hommes, écrit Aldous Huxley, font beaucoup d'efforts avant de maîtriser quelque progrès mental ou matériel. Et quand ce résultat est acquis, ils ne peuvent jouir des fruits de leurs efforts qu'à la condition de

1. Voir référence (7).

répudier les privilèges qui étaient les leurs avant que le progrès ne soit réalisé¹. »

PAIX ARMÉES ET GUERRES EN CHAÎNE

La décennie écoulée aura, par ailleurs, démontré l'importance de la région comme gigantesque marché d'armes. Des dizaines de milliards de dollars ont été engloutis dans des rêves de puissance qui ont pu donner des frissons sans véritablement engendrer la crainte. On estime ainsi à 15 milliards de dollars le matériel acheté à l'Union Soviétique par la Libye entre 1973 et 1982. Dans le Sultanat d'Oman, au moins 40 % du budget annuel est consacré à la Défense ; le pourcentage atteint 45 % en Syrie. Le budget militaire de la plupart des pays du Golfe est en 1984 de 20 à 30 fois plus élevé qu'en 1973. Les dépenses militaires par habitant sont les plus hautes du monde. Pour l'année 1983, elles étaient estimées à 3 700 dollars au Qatar, 3 200 en Arabie Saoudite, 1 800 en Oman, 1 600 en Israël, 1 000 au Koweït (contre 437 pour la France et 782 pour les Etats-Unis). L'Iran et l'Irak dépensent sur ce chapitre plus que l'Espagne ou le Canada. Le tout petit Qatar dépasse le Portugal et l'Arabie Saoudite, une puissance moyenne comme la France ou la Grande-Bretagne.

Il y a certes un énorme retard à rattraper, une infrastructure de base à assurer, mais le gaspillage est sans précédent. Les mess d'officiers ressemblent quelquefois à des hôtels cinq étoiles. Dans un pays du Golfe, la mécanisation d'une division a nécessité une longue session d'alphabétisation de 82 % des soldats, puis une autre session d'anglais rudimentaire et enfin un début d'entraînement aux Etats-Unis. Des dépenses déraisonnables sont faites pour l'achat d'un sous-marin ou l'accès au nucléaire (Libye) pour l'acquisition d'une flottille d'hydravions, de navires de débarquement, d'avions Hercules (l'Iran impérial), d'avions-radars à des prix prohibitifs (Arabie Saoudite).

On peut douter de l'utilité réelle de ces gadgets de riches. Dans la plupart des pays du Golfe, l'armée compte à peine quelques milliers ou quelques dizaines de milliers de soldats. Quand le souci du prestige les y pousse, les dirigeants de ces pays, tel Shaykh Zayid des Emirats, y intègrent des milliers de « soldats prêtés », à la loyauté douteuse. En dépit de son suréquipement, l'armée libyenne ne s'est pas illustrée par des victoires éclatantes sur les fronts égyptien², ougandais ou tchadien. Quand on

1. Voir référence (3).

2. En 1977.

connaît les moyens des ennemis régionaux ou internationaux, déclarés ou implicites des pays arabes, leurs préparatifs, en dépit du volume, prêteraient à sourire. Les pays du Maghreb, même le Maroc de Hassan II, paraissent plus sages sur ce chapitre.

La situation est bien plus alarmante au Proche-Orient. Ici, Israël jouit d'une véritable suprématie militaire que les Etats-Unis se sont systématiquement engagés à maintenir. Cette suprématie permet à l'Etat hébreu de ne pas envisager sérieusement la seule issue réelle à l'impasse qui dure depuis sa propre création, à savoir la création d'un Etat palestinien indépendant. D'où un effort militaire parallèle — mais loin de porter les mêmes fruits — dans les pays avoisinants, notamment la Syrie et la Jordanie. Des rêves et des passions qui ont faiblement trait à ce conflit embrasent les rives du Chatt el-Arab où l'Iran et l'Irak s'épuisent mutuellement dans une guerre qui a peut-être fait quelque 300 000 morts au cours de ses trois premières années.

Ces conflits suscitent des réactions très contrastées en Occident. A court terme, le besoin incessant en matériel militaire est une aubaine pour les pays exportateurs d'armes. La vente d'armes est souvent considérée comme une locomotive entraînant d'autres contrats, aussi lucratifs et moins controversés. Pour de nombreux stratèges, ces guerres épargnent des batailles à l'Occident lui-même, en épuisant sur place des forces potentiellement hostiles. D'autres s'identifient facilement à Israël, puissant, technologiquement avancé et anti-soviétique ou s'opposent au nationalisme arabe (Suez, Algérie) et à l'Islam (Poitiers, Vienne, Téhéran).

Les guerres du Liban ont, par exemple, suscité fort peu de réactions, en dehors du rôle de la force multinationale à Beyrouth. C'est là un conflit qui présente l'avantage précieux de concentrer les énergies de l'OLP, de la Syrie et bientôt d'Israël sur un *sideshow*, en attendant une solution hypothétique au conflit israélo-arabe. Mais la guerre fauchera la vie de 3,5 % de la population de ce petit pays, chassera de leurs foyers un quart de ses habitants, détruira au moins partiellement 30 % de ses immeubles, annihilera 50 % de sa capacité de production industrielle sans parler d'autres effets non moins tragiques.

En termes géo-stratégiques, la position de l'Occident peut se comprendre : la phase écoulée de l'histoire du Moyen-Orient a été aussi marquée par le déclin progressif de l'influence soviétique, notamment dans les pays relativement importants tels que l'Egypte ou l'Irak, pour ne pas parler du Yémen-Nord ou de la Somalie. L'avantage occidental était parallèle à ce déclin : 85 % du commerce de la zone se fait avec les pays occidentaux, même pour des pays socialistes comme la Syrie ou l'Algérie. Les accords de Camp David, refusés par les pays arabes pour une fois

unanimes, ont été signés. Et chose impensable, il y a encore quelques années : Washington obtenait à nouveau des bases et des facilités militaires au Maroc, en Somalie, en Egypte, en Oman. « La fraternité avec l'Union soviétique » autant que « les principes sacrés de Bandoeung » étaient bien enterrés. L'avenir de la région semblait d'abord le fruit des « petits pas » de M. Kissinger, de la diplomatie personnelle de M. Carter ou des volte-face de M. Habib. Israël est puissant, l'URSS est affaiblie, le pétrole coule à flots (un peu cher toutefois), l'influence américaine (et occidentale en général) peu contestée. Pourquoi s'en faire ?

Plusieurs réponses sont possibles. L'une serait morale : un cynisme aussi profond, un mercantilisme aussi vénitien, ne sauraient être les seuls traits de l'Occident — de la France par exemple. Une autre serait stratégique : à considérer le Proche-Orient comme définitivement « acquis », on risque d'y préparer la renaissance de l'influence soviétique. Une troisième serait économique : il faut être vigilant tant que le pétrole est ce qu'il est pour le confort des Occidentaux et tant qu'il pèse d'un tel poids dans la valeur de leurs importations. Des réponses sans doute utiles mais qui sont bien en deçà des craintes et de « la fascination » — pour reprendre le mot de Maxime Rodinson — que l'Islam suscite, encore aujourd'hui, en Occident. L'Europe, tout particulièrement, ne cesse de s'interroger sur une question demeurée ouverte : comment un monde aussi proche géographiquement, aussi souvent rencontré sur les champs de bataille ou les palaces à air conditionné, aussi lisible en apparence, demeure-t-il aussi secret, suscitant un mélange d'attrait et de menace ? Pourquoi l'Orient demeure-t-il, en cette fin du deuxième millénaire, aussi imprévisible ?

L'OUEST ET L'ISLAM EN TERRE ARABE

« C'est l'Europe qui a inventé le concept culturel d'Islam comme totalité », écrit Hichem Djaït et d'ajouter, un peu plus loin : « L'Islam est trop proche de l'Europe pour qu'il suscite cet élan qui déporte une pensée anxieuse vers des rivages véritablement autres et authentiques. Il est, d'un autre côté, affirmation trop nettement autonome pour qu'il puisse être grignoté, réduit ou annexé¹. » Si l'Europe coloniale et l'Amérique impériale ont pu multiplier leurs correspondants indigènes au gré de leurs conquêtes, seul l'Occident est en revanche resté l'interlocuteur

1. Voir référence (2).

privilegié du monde arabo-islamique. La géopolitique et l'économie paraissent étrangement anhistoriques dans ce contexte pétri d'histoire. La grande différence est peut-être dans cet ordonnancement contrasté des instances : une histoire pesante ici, un présent omnipotent là. Les deux rives de la Méditerranée vivent dans deux temps différents.

Au-delà de la théologie et de la culture, deux instances idéologiquement très chargées, la mémoire historique arabe garde le souvenir de ruptures dont l'Occident est accusé d'avoir accéléré la dislocation des empires islamiques (Ottomans, Qajars d'Iran, Alaouites du Maroc) dans son effort de conquête mondiale. Il y a réussi et l'ordre actuel est, pour le plus grand nombre et pour la majorité de l'intelligentsia, celui que l'Occident a établi. C'est un ordre où l'unité arabe (ou islamique) est rendue impossible par la création d'une vingtaine d'Etats arabes (ou d'une quarantaine d'Etats islamiques). Un ordre où la terre arabe est violée par la création d'Etats hostiles (Israël). Un ordre où la culture occidentale a affaibli la résistance de ceux qui ont été à son contact, dans ses universités ou dans ses livres. Un ordre qui défend les monarchies et les dictatures autochtones qui lui sont acquises.

Face à cet ordre imposé de l'étranger, le monde arabe (ou islamique) a essayé de mobiliser ses forces autour de plusieurs mots d'ordre successifs. Le premier a été celui de l'indépendance, au sein des frontières étriquées dessinées par les généraux Gouraud, Sykes, Allenby et consorts. Puis vint la phase de la trilogie militante de Nasser : unité arabe, socialisme et non-alignement. Vint ensuite une phase transitoire, celle de l'Islam conservateur et ritualiste, encore appelée « phase saoudienne ». Le monde arabe (et islamique) serait enfin entré dans la phase de l'Islam révolutionnaire après, pour reprendre la liste triomphaliste du penseur égyptien Hassan Hanafi, « la faillite du conservatisme religieux, la faillite du progressisme séculaire, l'échec du libéralisme national et celui des révolutions militaires¹ ».

Empruntant à l'Occident certains de ses outils ou du moins de ses symboles (Nasser), ou le réfutant dans sa totalité comme un démon étranger (Khomeiny), l'Orient arabe et islamique est loin de considérer terminé son conflit avec un Occident qui comprend pour lui Israël et les régimes islamiques pro-occidentaux. Il a plus le souvenir de ses défaites (1967) que de ses semi-victoires (1973), davantage la vision d'un Occident complaisant face à tous les chahs imbus de leur personne (Muhammad Réza, Sadate et d'autres) que d'un Occident penché sur la famine du Sahel. La

1. Voir référence (4).

culture politique porte en permanence la blessure ouverte de l'infériorité scientifique, technologique et militaire autant que la fierté d'une culture et d'une religion supérieures ou vécues comme telles. Ce contraste engendre des frustrations sans limite et une suspicion profonde : le sourire de l'Occident est trompeur, son aide intéressée. S'il apporte la pensée libérale, c'est pour mieux désintégrer l'unité des Arabes (ou des musulmans). S'il exporte le modèle étatique, c'est pour mettre fin à l'empire unifié. N'ouvre-t-il pas des écoles, des hôpitaux, des universités pour détourner les musulmans de leur religion et les convertir à la sienne ? Les diatribes de l'Ayatollah Khomeiny contre la France auront au moins démontré que ce différend historique et culturel n'a guère été réglé par les accords d'Evian.

A flatter les ambitions démesurées du Chah, à se désintéresser des droits de l'homme sous les régimes qui lui sont favorables, à ignorer le sort du peuple palestinien en reconnaissant à Israël le droit de fixer ses propres frontières, à participer si allègrement à la dilapidation des pétrodollars, l'Occident ne pouvait qu'aggraver son cas. Le fondamentalisme islamique est — aujourd'hui — la réponse la plus violente à ce qui est largement considéré comme un mépris. Il y a là sans doute un mot d'ordre précieux pour mieux imposer l'unité nationale contre l'Autre. On peut y trouver aussi un raccourci utile pour faire oublier sa propre responsabilité dans la situation présente. Mais il y a surtout une insistance à poser les problèmes à un niveau qui irrite peut-être économistes et stratèges mais que les politiques auraient tort d'ignorer.

Certains le reconnaissent, mais pour s'en détourner aussitôt en posant une question qui leur est plus familière : quelles sont les conséquences économiques d'une telle orientation ? La réponse est claire : aucune en particulier. L'indépendantisme d'il y a un demi-siècle était libéral par mimétisme. Le nationalisme arabe a longtemps ignoré l'instance économique pour enfin épouser le socialisme d'Etat au début des années 60 sous la houlette de Nasser. Enfin à la question : y a-t-il une économie politique du fondamentalisme islamique ? Samir Amin a répondu résolument par la négative¹. Pour avoir patiemment voyagé dans la nébuleuse idéologique de ce fondamentalisme, nous ne pouvons que le suivre : on y trouvera l'idée et son contraire. Il n'y a pas plus une économie politique islamique qu'il n'y en a de chrétienne. La répétition de quelques principes bien vagues, de quelques concepts ambigus à souhait ne saurait suffire.

Mais, il faut aller plus loin : cette ambiguïté, ce vague, ces

1. Voir référence (2).

généralités sont l'atout principal de ce courant. « La flexibilité de la réponse est précisément la force du fondamentalisme. Il peut ainsi rallier des forces sociales très diverses, dont les intérêts ne sont pas nécessairement convergents, dans un refus global¹. » Ce refus global est de l'ordre de l'immédiat. « Tu es un fondamentaliste islamique ou tu n'es rien en politique » se lamente un intellectuel égyptien. La vague ne semble pas sur le point de se casser dans un avenir prévisible. A un horizon plus lointain, son appel à l'authenticité, ses tendances chauvines, son souci d'indépendance lui survivront comme ils l'ont précédée. L'Occident s'est réjoui d'avoir pu écarter les questions politiques du dialogue euro-arabe et des discussions énergétiques de Paris. Il s'est probablement trompé. Chassez le politique, il revient au galop, aurait-on tendance à conclure, mais en terre arabe, le politique a été à son tour — au moins partiellement — investi par le religieux.

ENTRE LA MODERNITÉ ET SON REFUS

L'histoire arabe contemporaine semble porter aujourd'hui l'annonce de la chose et de son contraire. La modernité est omniprésente : dans les contacts devenus plus aisés avec le monde extérieur, dans l'infrastructure urbaine, dans les communications, dans le système éducatif. Le contraire n'est pas moins affirmé dans le discours — ce discours que les médias les plus modernes ont pour tâche de diffuser —, dans certains choix politiques et idéologiques ainsi que dans l'exemple, culturellement proche, de l'Iran révolutionnaire. Cette coexistence entre la modernité et son refus est une tendance profonde qui marque la décennie actuelle.

La nostalgie religieuse du passé s'accompagne — et cela n'est pas un hasard — d'un reflux relatif de la mythologie et de la pratique industrielle. Il serait en effet étonnant de voir les pays pétroliers aller de l'avant dans de nouveaux projets d'industrie pétrochimique sans qu'une reprise à l'échelle mondiale ne permette d'espérer des résultats financiers plus intéressants. La construction ne saurait en aucune manière connaître à nouveau le rythme de croissance effrénée d'il y a quelques années depuis la mise en place d'une infrastructure enviable. Les nouveaux projets grandioses sont politiquement coûteux du fait du ralentissement du flux des pétrodollars. Néanmoins, le développement des industries liées à la construction devrait encore se poursuivre pendant plusieurs années.

En matière de scolarisation, notamment féminine, la continuation de l'effort est aisément prévisible. Les résultats aux niveaux

1. Voir référence (2).

universitaire et de la recherche sont par contre moins assurés. Les obstacles sont dus à l'aggravation du *brain-drain*, aux pesanteurs politiques et administratives et surtout au gaspillage des efforts entre une vingtaine d'Etats jaloux d'affirmer une indépendance récemment obtenue.

Le pessimisme qui se dégage peut-être des pages précédentes est plus généralement fondé sur les déceptions de la décennie écoulée et sur la conviction que le monde arabe pourra difficilement réaliser les objectifs socio-économiques que ses dirigeants ne cessent de proclamer, sans la combinaison de quatre conditions qu'il semble impossible de réunir dans un proche avenir :

— Un raffermissement des prix pétroliers sur une longue période de temps. Cette condition ne dépend que partiellement des pays arabes eux-mêmes. Un arrêt possible de la guerre entre l'Irak et l'Iran, le recours plus déterminé des consommateurs à une politique prudente en matière d'énergie, le développement d'autres sources d'énergie comme le nucléaire, jettent une ombre sur tout espoir de revenus futurs massifs, comparables à ceux de 1980 ou de 1981. Les déficits budgétaires se multiplient, la production diminue, et rares sont les pays qui peuvent, comme le Koweït ou l'Arabie Saoudite, compter sur leurs réserves extérieures. Une baisse substantielle des revenus est également sensible dans les pays non pétroliers tels que l'Egypte ou la Jordanie du fait de la baisse des revenus provenant des nationaux expatriés et du rétrécissement du volume de l'aide gouvernementale inter-arabe.

— Une stabilité politique interne et régionale qui assure la sécurité de la population et des investissements, permette de réduire les dépenses militaires, rende possible le lancement de projets de développement de longue haleine. Cette stabilité est loin d'être garantie, si l'on considère les nombreux conflits régionaux encore ouverts, l'acuité des débats idéologiques, l'institutionnalisation à peine ébauchée de la vie politique, l'urbanisation chaotique.

— Un dépassement déterminé du cadre étroit des entités étatiques présentes, soit en protégeant des projets de développement commun contre les aléas des humeurs politiques, soit en envisageant des ensembles régionaux ou sous-régionaux, politiques et économiques. L'unité syro-égyptienne de 1958-1961 n'a guère laissé de bons souvenirs et l'expérience du Conseil de Coopération du Golfe est encore bien fragile. De telles évolutions exigent un climat de confiance minimale et une maturité idéologique encore à démontrer.

— Un choix déterminé en faveur de la modernité. Les atermoiements, les hésitations, les retours en arrière se multiplient à un moment où la modernisation s'impose plus que jamais

si l'on veut tirer le meilleur parti de la conjoncture actuelle. Il est à espérer que la vague nostalgique du fondamentalisme religieux débouchera enfin sur une phase où la modernisation ne sera plus la revendication d'une élite, mais un besoin ressenti et un remède demandé par la société dans son ensemble.